



Compte Rendu du CRE Ordinaire de Liévin du 16 avril 2019

Démarrage du CRE à 9h30

Etaient présents : Stéphane GUENEZAN, Directeur Régional, Christine MARTOGLIO, DRH, Les responsables de HR Consultancy en fin de matinée pour présenter l'EIC, Salah MOUJAHID en début d'après-midi pour les investissements

Point 1 : Approbation des PV du CRE Extraordinaire du 19 février : Vote à l'unanimité

Point 2 : Approbation des PV du CRE Ordinaire du 19 février : Vote à l'unanimité

POINT 3 Information du président

Transfert des salariés dans les filiales :

« Nous allons devoir procéder, compte tenu de la perte des mandats par les salariés transférés dans les filiales, à une remontée des élus dans les centres concernés suivants : Berck, Calais, Boulogne et l'établissement DR »

Directeurs de Centre :

« Compte tenu de l'arrêt de longue durée du Directeur de Douai Cantin, nous avons dû recourir à un intérim de poste confié à Yves COUSIN. Yves COUSIN est un directeur expérimenté qui était en poste à Calais. Pour moi il était impossible de laisser un centre de 100 salariés sans management expérimenté. Même s'il s'agit d'intérim d'un point de vue contractuel, je m'inscris dans une longue durée, voire une très longue durée. »

« En contrepartie nous avons dû demander à Mme Florence MARTIN, de prendre la direction des centres de Calais et de Dunkerque. Mme MARTIN a déjà travaillé comme MF sur Calais, il y a 10 ans et connaît très bien ces bassins d'emploi. En l'occurrence, le poste de chef de projet qu'elle occupait en DR est ouvert au recrutement »

« Ce sont des postes, des missions où ils doivent se consacrer à 100 % à leur tâche. »

« M BOS, Directeur du centre de Liévin m'a dernièrement remis sa lettre de démission. Il évoluera dans une autre structure dans quelques semaines et nous allons également devoir procéder à son remplacement ».

POLE EMPLOI

« L'appel d'offre nous met sur les charbons ardents. La date de remise des réponses est prévue pour le 25 avril. Nous avons réfléchi au sein du réseau HEPTA + sur les 18 lots sectoriels dont la plupart concernent les Hauts de France. La tâche est très concurrentielle dans la mesure où les perdants de la dernière fois reviennent avec plus d'énergie sur le marché. L'AFPA ne sera pas attributaire pour les 18 lots et mandats. C'est impossible. Pôle Emploi attend des plateformes pilotées de manière identique quel que soit le bassin d'emploi ou le mandataire, sachant que sur l'ensemble des plates formes, les réponses devront être néanmoins personnalisées. »

CEP

« Un appel à candidatures vient d'être émis pour venir abonder les 4 opérateurs historiques (Pole Emploi, Mission locale, Cap Emploi, APEC). »

NDLR : L'appel d'offres lancé par France compétences pour déterminer les opérateurs régionaux en charge du CEP des actifs en emploi est publié depuis lundi 8 avril. Il s'agit d'une "procédure avec négociation" ouverte jusqu'au 6 mai 2019, la période de négociation courant ensuite jusqu'à la fin septembre. Les résultats seront connus à la mi-octobre pour un début d'activité des opérateurs choisis, le 2 janvier 2020. Doté de 450 M€, ce marché, qui compte 19 lots dont un national et 18 régionaux, sera attribué pour quatre ans. AEF info en donne les principales dispositions.

« On réfléchit à pouvoir se positionner en appui d'une structure porteuse et non pas devenir le porteur exclusif de l'activité CEP. Cette activité est stratégique dans la mesure où cela permettrait d'être en contact avec les branches et de réfléchir à différents segments d'activité. Les partenaires sociaux doivent statuer sur le cadre juridique d'une structure porteuse. Il ne s'agit pas de répondre à tout le monde. »



NDLR : Sur les 4 années couvertes par l'appel d'offres, c'est ainsi une enveloppe de 450 M€ qui devrait être consacrée à ce dispositif au niveau national.

Les estimations du nombre de bénéficiaires qui devront être accueillis chaque année sont estimés à

- 400 000 bénéficiaires en 2020 ;
- 480 000 bénéficiaires en 2021 ;
- 576 000 bénéficiaires en 2022 ;
- 691 200 bénéficiaires en 2023.

POINT SUR LES CENTRES

« Demain, l'ensemble des DC des régions HDF Occitanie et GE sont accueillis au siège pour expliquer la démarche en matière de projets de centres. C'est dans le cadre de cette démarche que nous étudierons les modes opératoires des projets alternatifs. Nous allons pour ce qui concerne Berck et Boulogne étudier les possibilités de voir de quelle manière on peut maintenir l'activité Hôtellerie Restauration sur la Côte. Mais le PRF du conseil régional influe sur notre capacité d'agir ou pas... Le prochain est prévu pour paraître en 2020 pour une mise en œuvre en 2021. Nous sommes donc dans une période interstitielle entre le dépôt du dossier de PSE à la DIRECCTE et la possibilité de démarrer sur un nouveau projet. Je ne peux pas vous dire et vous présenter autre chose malheureusement. Etre responsable c'est aussi être capable de dire «je ne sais pas» car les décisions ne relèvent pas toutes de mon périmètre. »

POINT 4 Présentation de HR Consultancy, des missions de l'Espace Information Conseil, EIC, et de la Plate-forme de Mobilité Interne PMI

- **Marie Dominique PETIT**, consultante en transition de carrière depuis 15 ans dans différents cabinets.
- **Nissad KERROUCHE** : Directeur de Projet multi-sites sur des PSE, PDV RCC

HR Consultancy est un cabinet de ressources humaines né de la fusion de 2 filiales de Randstad. Pour la présentation, voir PJ.

NK : *« Il est possible d'être reçu dans les agences HR Consultancy ou les agences Randstad à la demande des salariés pour ceux qui en font la demande. Plusieurs RDV ont déjà eu lieu dans ce cadre, ceci à la demande des salariés. 2 règles d'or dans notre métier.*

1 ère règle : la confidentialité

2^{ème} règle : On respecte le libre choix des salariés »

MDP : *« on s'aperçoit lorsqu'on agit en amont, comme c'est le cas à l'AFPA, les projets sont mieux construits et plus facilement réalisables et quasi systématiquement réalisés ensuite. Pour être encore plus concret, en fonction de l'idée de projet que le salarié va apporter, on le laisse s'exprimer jusqu'à ce le projet soit abouti. A aucun moment on intervient pour juger du processus. Plusieurs projets peuvent être simultanés (interne et/ou externe, mobilité fonctionnelle et/ou géographique). Les salariés nous communiquent des situations variées empreintes de ressentis et d'émotions différentes : enthousiasme, tristesse, colère etc... en aucun cas on juge, le seul objectif étant d'aider et d'accompagner la personne. J'ai commencé les entretiens la semaine dernière, une dizaine pour ma part. On relève beaucoup de demandes de mobilité interne, des projets de départs en retraite, des départs à l'externe. »*

NK : *« Sur la base de mon expérience et de milliers de personnes accompagnées, il y a peu d'échecs en terme de solutions durables. »*

« Souvent on a environ 60% de reclassement en CDI sur l'ensemble du territoire national sur une durée de 8 à 9 mois pour la variable temps. »

« Le 1^{er} retour qualitatif est plutôt celui-ci :

- 1/3 des personnes cherchent une mobilité interne
- 1/3 des personnes que nous avons reçues sont intéressées par des questions de retraites
- 1/3 des personnes sont animées par leur job et veulent évoluer »



« On travaille plutôt sur de la transférabilité de compétences. »

« Sur le plan comptable en ce qui concerne l'AFPA, sur l'ensemble du territoire on est à 400 entretiens réalisés (dont 90 % en face à face) au 12 avril (sur une semaine), les 1ers entretiens ayant démarré le 08 avril, - 30 sur la région HDF. »

POINT 5 : REALISATION DU BUDGET A FIN FEVRIER 2019

Quelques chiffres :

85 % d'atteinte des objectifs de fin de période en HTS, ce qui représente 17 % du budget annuel

- Top 5 HTS par financeurs

- Conseil régional 640 000 h
- Pôle Emploi 67 000 h
- CIF 88 000 h
- Entreprises 26 000 h
- CSP 15 000 h

- Top 5 HTS au budget par GRN

- Métiers de la médiation insertion 56 000 h
- Informatique 116 000 h
- Secrétariat 66 000 h
- Services aux particuliers 55 000 h
- Conduite routière 59 000 h

10 Millions d'€ de réalisé cumulé à fin février sur 66 millions en fin d'année

SG : « 1^{ère} région en terme de volume pour prépa compétences.

Nous sommes sur un niveau de frais de fonctionnement qui est un peu en deca du budget prévisionné en fin de mois.

Notre carnet de commande du conseil régional est affiché à 50%. On n'a pas d'inquiétude à terme sur notre capacité à terme de réaliser le carnet de commande. »

Zone de fragilités :

Migrants : « A cette heure nous avons 3 groupes concerné par des intentions de commande via les OPCO qui se mettent en place. Les perspectives de réaliser les opérations et le CA associé sur 2019 sont difficiles compte tenu de la mise en œuvre des opérateurs »

Marché entreprises : La substitution du financement des entreprises vers le CR impacte le taux de réalisation des équipes commerciales et le CA correspondant.

Autre sujet d'incertitude à date : « le CPF de transitions professionnelle ne sera ouvert qu'aux salariés qui auront un projet de reconversion professionnelle. La perte de marché est estimée à 30% du public initial en mode CIF. »

POINT 6 INVESTISSEMENT : REALISATION 2017/2018 ET DAIS 2019 – Salah MOUJAHID

Salah MOUJAHID : « Dès qu'un besoin s'exprime, il se peut qu'il corresponde à plusieurs lignes ce qui rend très complexe le montage des dossiers. Les règles d'imputation comptable depuis que nous sommes EPIC sont très rigoureuses. Elles ont un motif d'ordre public auquel on ne peut échapper. On traverse une période où il n'y a pas d'argent. On constate un certain épuisement derrière les procédures. Mais il ne faut pas se mettre de pression inacceptable. »

797 K€ d'investissement pour 2017

2 100 K€ d'investissement pour 2018

776 K€ pour 2019 et un peu plus de 100K€ au niveau des DAIS (demandes de moins de 15K€)



POINT 7 PREPA COMPETENCES

Région Haut de France – Point de situation arrêté au 08 avril 2019

Volumétrie Attendue	Cumul Attendu	Cumul présents	Cumul Restés par centre	% atteinte Des objectifs	% abandons Hebdo
3 800	3 141	2 212	1 445	38,03	34,67

SG « 3141 personnes ont été reçues par Pole Emploi. Sont arrivées dans les centres : 1445 personnes. Mais la volumétrie attendue dans les centres est de 3800 personnes qui suivront une prescription Prépa compétences.

Nous avons fait cette semaine 73 entrées supplémentaires ce qui porte le taux à 39%. »

« L'enquête de satisfaction a révélé que 96 % des personnes ayant suivi l'action recommanderaient Prépa Compétences, ce qui est extrêmement satisfaisant. »

« Une vidéo institutionnelle sera réalisée conjointement entre Pôle Emploi et l'AFPA et permettra de faire témoigner des bénéficiaires de la mesure. »

« Une enquête qualitative sera réalisée par la DARES sur 2 régions : Auvergne Rhône alpes et Haut de France (Calais, Douai, Laon et Compiègne). »

POINT 8 POINT TRIMESTRIEL SUR LES COMPTES TRIMESTRIELS du CRE et des ASC

Budget de fonctionnement (0,2%) :	88 000 €
Budget ASC	77 000€
100 000 € sur le compte courant	
76 000 € sur le livret associatif	

POINT 9 Questions diverses

16 départs en retraite depuis le début d'année
3 démissions
6 licenciements pour inaptitude

Effectifs Physiques moyens au 31 mars :

EPIC : 753 AAE 39 AE 17

CDD : 235 ETP moyens

Fin de CRE à 15 H 30

Votre Equipe Régionale :

**André THOMAS DSR – Carole LOGEZ DSE Dunkerque Hazebrouck - Véronique BECQUE DSE DR
Xavier LHERBIER DSE Calais – Pascal VERBEKE DSE Lomme – Christiane PIETRZACK Valenciennes**

Venez nous rejoindre : permanence@cfecgcafpa.org

Compte Tweeter THOMAS CFE CGC AFPA